

Dans notre pays, l'industrie secondaire est en mauvaise posture. Tout d'abord, ses frais de production sont élevés. Je ne parle pas ici de la production de papier-journal ni de celle des vils métaux. Je parle de la production de l'industrie secondaire. Nos fabricants ne produisent pas en vue de l'exportation. Ils dépendent totalement du marché intérieur. Et ce n'est que tout dernièrement, ai-je appris, qu'ils sentent la griffe d'une concurrence effrénée venant de l'extérieur. Cependant, et que l'on veuille bien me passer cette expression familière: "ils n'ont encore rien vu!"

Je ferai observer à mes collègues que jamais les filiales canadiennes de maisons américaines n'ont eu vraiment à faire face à la concurrence provenant des États-Unis. Il se peut que de grandes entreprises américaines ne possèdent pas de filiales au Canada, mais ces entreprises sont très rares. A tout événement, la concurrence qui, vraisemblablement, menacera les industries secondaires du Canada, leur viendra de l'Europe occidentale qui a sur elles le triple avantage de produire à meilleur marché, de posséder des machines et des usines modernes et de verser des salaires moins élevés. Je le répète, c'est de là que viendra la plus forte concurrence qui affectera toutes les branches de notre industrie comme elle affecte présentement notre industrie de l'automobile. J'ai déjà eu des intérêts dans cette industrie et je sais ce dont je parle.

Il s'agit là d'une industrie gigantesque aux États-Unis. Comme les honorables sénateurs le savent, les automobiles fabriquées au Canada le sont par des filiales des compagnies américaines. Si je voulais entrer en concurrence avec une de ces filiales, il me faudrait aller aux États-Unis afin de tenter d'obtenir de la maison mère un contrat pour la fabrication de ses automobiles au prix de gros. Mais la maison mère me renverrait à sa filiale: c'est une règle intangible. Si j'avais l'ingénieuse idée d'importer des voitures ayant à peine servi, je me heurterais aux restrictions interdisant l'importation de voitures d'occasion,—même si elles n'ont roulé qu'autour d'un pâté de maisons. Mais l'Europe occidentale n'est pas atteinte par de telles restrictions et le nombre de voitures importées de ces pays augmente tous les jours. Les honorables sénateurs peuvent se rendre compte que l'application des méthodes régissant l'industrie automobile aux industries secondaires portera préjudice à toute la structure de notre industrie secondaire.

On voit d'un bon œil ces temps-ci les critiques qu'on adresse à la classe ouvrière en l'exhortant à maintenir le *statu quo* en ce

qui concerne les salaires. Mais le point faible de cet argument, honorables sénateurs, réside dans l'écart entre les salaires payés au Canada et ceux payés aux États-Unis.

Le rapport de la Commission Gordon affirme que les industries secondaires ne se sont maintenues jusqu'à présent, au Canada, que parce qu'elle paie des salaires inférieurs de 25 p. 100 environ à ceux payés aux États-Unis pour le même travail. Vous pouvez demander à nos syndicats ouvriers de maintenir leurs échelles de salaires tant que vous voudrez. A moins que le coût de la vie ne baisse, les salaires monteront. Nos industriels pourront même s'estimer heureux s'ils ne sont pas obligés de verser des salaires plus élevés que ceux que l'on paie aux États-Unis si le coût de la vie ici vient à dépasser celui d'outre-frontière. Bel et bien pour nos fabricants de dire: "Nous ne paierons pas", mais il y a le revers de la médaille. Je regrette que l'honorable sénateur de Winnipeg-Sud (l'honorable M. Thorvaldson) ne soit pas présent, car j'aurais voulu le féliciter de son discours clairvoyant de l'an dernier à ce sujet. Les industriels peuvent dire aux ouvriers canadiens qu'ils ne seront pas payés autant que les ouvriers américains qui font le même travail dans le même genre d'usine. Mais que se produira-t-il si le coût de la vie au Canada demeure supérieur? Il est permis de dire: "Nous ne paierons pas". Mais, comme l'a signalé mon honorable ami de Winnipeg-Sud, si je me souviens bien, depuis 1900, le nombre de gens quittant le Canada à destination des États-Unis équivaut à peu près au nombre des immigrants reçus au Canada. Vous ne pourrez garder personne au Canada si les conditions de vie ne sont pas favorables, comparées à celles des États-Unis, car les gens continueront de franchir la frontière tant que les lois de l'immigration américaine le leur permettront. Et par le passé ils n'ont éprouvé aucune difficulté à cet égard surtout dans le cas des ouvriers spécialisés. De fait, on nous demande d'engager de fortes dépenses au chapitre du matériel de guerre à Montréal et à Toronto, afin de fournir du travail à nos ingénieurs en électronique pour les empêcher de passer aux États-Unis. Depuis toujours, l'émigration constitue un danger constant.

Honorables sénateurs, je crois que le moment approche rapidement où les fabricants dans nos industries secondaires devront faire exactement ce que ceux d'Europe font depuis quelque temps, soit chercher à élargir le champ de leurs débouchés commerciaux. Je vous demande sérieusement: si une population de 50 millions en Europe constitue un marché trop restreint pour qu'une industrie en retire des bénéfices, que dire de notre pays qui